

Initiatives ministérielles

M. Jordan: Monsieur le Président, je ne sais pas si le député joue la montre, mais il lui a fallu bien du temps pour nous dire que, de toute évidence, il ne comprend pas l'amendement. Cet amendement vise à retarder les changements à la loi actuelle, à ne pas adopter immédiatement les modifications, car l'agriculteur est en train de récolter. Il a commencé l'année, au moment des semailles, en espérant, je suppose, avoir accès à de l'argent sans intérêt. Si cette mesure législative est adoptée sans amendement, il n'y aura plus accès. Nous disons qu'il faut retarder le projet de loi au moins jusqu'à la fin de la récolte de cette année, jusqu'à ce qu'elle soit vendue et l'argent versé, ensuite nous pourrions en reprendre la discussion.

M. le vice-président: Le député de Skeena pour le débat.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion d'intervenir au sujet du projet de loi C-36, et peut-être de faire un peu mieux connaître le secteur céréalier au ministre de la Défense nationale. On aurait pu croire qu'un représentant des Prairies connaîtrait quelque chose du secteur céréalier, mais je suppose que du fait que j'ai un des éleveurs à grain les plus grands et les plus importants du monde à Prince-Rupert, j'ai eu l'occasion d'en apprendre un peu plus sur la question que le ministre.

Je pourrais peut-être commencer, monsieur le Président, par revenir sur les citations tirées du *Western Producer*. Mon collègue de Prince Albert—Churchill River nous en fait part hier, mais chose certaine, ce que les délégués conservateurs, dont beaucoup sont des agriculteurs, avaient à dire lors des récentes rencontres dans les Prairies, mérite d'être répété dans cette enceinte. En effet, le ministre ne semble pas comprendre toutes les répercussions de la suppression de l'aide fournie jusque là en vertu de la législation actuelle, alors que le gouvernement assumait les frais d'intérêt, ni en quoi cela favorise une meilleure commercialisation des grains et des récoltes plutôt que de lui nuire.

La manchette en question a attiré l'attention non seulement de mon collègue, mais également la mienne, voici: «Les délégués ruraux font la queue au congrès du PC pour exposer leurs sujets de plainte.» On ajoute ensuite:

Les délégués ruraux au congrès national du Parti progressiste conservateur s'en sont pris la semaine dernière aux politiques agricoles conservatrices.

Ils ont déclaré que malgré l'optimisme officiel et les fanfaronnades du gouvernement, les agriculteurs se trouvaient dans une mauvaise situation. La politique du gouvernement éloigne les électeurs ruraux des conservateurs, ont-ils averti.

Il n'y a guère eu de paroles de louange à l'égard des réalisations du gouvernement ou de la nouvelle théologie de politique agricole caractérisée par l'asservissement au marché et la réduction des subventions, que le ministre de l'Agriculture, Don Mazankowski, a élaborée et prêchée:

Tandis que Mazankowski écoutait, assis dans la salle, des délégués se succédèrent au micro pour dénoncer l'état de l'économie agricole.

Il se sont plaints des prix, des taux d'intérêt élevés, de l'incertitude causée par la politique du gouvernement et des injustices du programme d'indemnisation des victimes de la sécheresse.

Russell Lakusta, de Wandering River, dans le nord-est de l'Alberta, a dit qu'il ne pouvait se permettre de céder son exploitation céréalière à son fils.

«Les agriculteurs sont bien mal en point», a-t-il dit. «Si nous n'obtenons pas d'aide fédérale, des taux d'intérêt moins élevés et ne réussissons pas à joindre les deux bouts . . .» Sa voix s'altéra et la phrase resta inachevée.

Plus tard, ce conservateur de longue date ajouta qu'il ne trouve pas le gouvernement particulièrement sensible aux difficultés de l'agriculteur, malgré des subventions sans précédent.

«Je persiste à croire que le gouvernement regrette de nous avoir distribué 3 milliards de dollars», a-t-il dit en entrevue. «Je ne sais pas pourquoi. Je pense que si ce n'avait été de la réélection de Grant Devine, nous n'aurions pas eu cet argent non plus.»

L'agriculteur Bill Cole, de Ninette au Manitoba, s'est montré aussi catégorique.

Il était furieux de la disparition cette année du programme de paiements anticipés sans intérêt et de la façon dont l'indemnité-sécheresse a été versée. Il y avait des retards dans les versements, l'administration est trop lourde et dans beaucoup de cas on demande aux agriculteurs de rembourser des milliers de dollars déjà reçus à titre de paiements provisoires, disait-il au cours d'une interview.

Pour ce qui concerne sa ferme à lui, Cole a reçu un paiement provisoire de 7\$ l'acre, puis au lieu du versement supplémentaire qu'il attendait pour payer ses factures, il a reçu d'Ottawa un avis lui disant qu'il avait touché 0,50c. l'acre en trop. Il doit rembourser.

L'article se poursuit:

«Ce programme c'est un fiasco» dit Cole qui appartient au bureau de . . .

. . . du Parti conservateur, monsieur le Président. . .

. . . de l'organisation de circonscription du ministre des Céréales, Charlie Mayer.

M. Cole continuait:

«J'ai dit à Charlie l'autre semaine en le regardant dans les yeux: Vous avez deux possibilités de réélection: une très mince et une autre nulle.»

D'autres délégués avaient d'autres sujet de plainte.

Un jeune agriculteur du Québec a dit qu'il faudrait que le gouvernement fasse plus pour aider les jeunes à rester dans l'agriculture.